

Un peu de démocratie participative?  
*page 2*

Une AVS enfin digne?  
*page 3*

Mobilisons nous contre les traités de libre échange  
*page 5*

Interview: Christophe Grand, nouveau secrétaire cantonal  
*page 6*

# NON

## à la surveillance de masse

● REC



### Votations

*du 25 septembre*

RECOMMANDATIONS DE VOTE DU POP

Initiative AVS+:  
**OUI**

Loi sur le renseignement:  
**NON**

Initiative pour une économie verte: **OUI**

**Venez faire la fête avec nous!**

Découvrez le programme de nos fêtes à venir en *page 8*

*page 7*

**Edito**par **David Payot**

# Sortir la démocratie de l'isoloir

« Le pouvoir au peuple »: au départ, c'est cela que veut dire le mot grec « démocratie ». En Suisse et dans les Etats libéraux, quand on parle de démocratie, on pense à une poignée d'institutions: pour l'essentiel, aux élections et aux votations populaires. A mon sens, « le pouvoir au peuple », c'est notre objectif. Les élections et les votations, ce sont deux outils essentiels, mais non suffisants. C'est pour cela qu'un débat et de nouveaux outils me paraissent nécessaires au sein de la gauche de transformation.

limiter la démocratie aux élections et aux votations, cela implique deux risques. Premièrement, les élections et les votations permettent d'agir sur l'Etat ; mais la société ne se limite pas à l'Etat. Il y a donc lieu d'agir dans d'autres domaines. L'économie, la société civile, par exemple, méritent d'être « politisés » et « démocratisés ».

Deuxièmement, la démocratie ne peut pas se limiter à l'isoloir. L'idée des votations et élections suppose des citoyennes parfaitement informés, et votant chacun-e individuellement, chacun-e selon ses intérêts propres - ou selon le bien commun dans une optique plus idéaliste. Une démocratie participative remet au centre la question du débat, où se forment les opinions, d'où émergent problématiques et solutions. En Suisse, le financement des partis et des campagnes politiques reste très

peu contrôlé, et cela « privatise » le débat politique : les campagnes médiatiques dépendent de financements privés.

Une démocratie participative remet au centre la question du débat, où se forment les opinions, d'où émergent problématiques et solutions.

En tant qu'élus à l'exécutif lausannois, je souhaite remercier les électeurs et électrices, qui m'ont fourni un rôle passionnant pour 5 ans. Mais je souhaite aussi favoriser une démocratie au sens fort. J'ai pu engager une conseillère politique. Son rôle sera d'encourager les initiatives citoyennes, et de servir de relais au sein de la gauche de transformation sociale lausannoise. Pour le mettre en oeuvre, il faut aussi s'adapter aux attentes citoyennes... et que les citoyens-nes les expriment ! Une première étape sera donc l'organisation d'une conférence publique sur la démocratie participative. Informations à venir dans le prochain **Résistance** ou sur [www.davidpayot.ch](http://www.davidpayot.ch)

**Sourire en coin**par **Michel Bühler**

# Nicaragua

**Pleurer, espérer...**

Yvan Leyvraz était un être lumineux. Les paysans de Yale, ce hameau perdu dans la montagne, à trois heures de piste de Matagalpa, l'appelaient avec tendresse «Pelo de oro», cheveux d'or, ou «El Chele loco», le blanc fou...

Parti de St-Cergue, il avait rejoint les brigades internationales au début des années 80, alors que les rebelles sandinistes venaient de chasser le dictateur Somoza. Comme des centaines de jeunes gens de Suisse, de France, d'Allemagne et d'ailleurs, Yvan voulait participer à cette révolution qui promettait la santé et l'éducation pour tous, la réforme agraire, la justice, la liberté. Menuisier de métier, il avait retrouvé à Yale d'autres volontaires, pour y bâtir un nouveau village.

Fou, il ne l'était pas. Simplement, il n'avait peur de rien, et sa joyeuse soif de vivre était communicative.

Très vite, l'Amérique de Reagan a entrepris d'écraser ce rêve en armant des bandes de mercenaires, les Contras, pour qu'ils sèment la mort et la terreur.

En 1986, le 31 mai, la Contra a attaqué Yale, faisant 17 morts et détruisant une grande partie des maisons bâties par les internationalistes. La même année, après un autre coopérant suisse, Maurice Demierre, Yvan tombait dans une embuscade le 28 juillet. Il avait 32 ans.

30 ans plus tard, nous sommes à nouveau à Yale. Les brigadistes des années 80, celles et ceux qui ont travaillé ici, retrouvent les anciens du village après tout ce temps, et les serrent longuement dans leurs bras. Il y a là, dans le petit cimetière, venus de Suisse, Philippe et Werner, Ruth et la belle Marjolein, les Siciliens Moffo et Santo, et d'autres, Gérald, Claude, Daniel, Sergio, qui ont donné une partie de leur jeunesse pour construire un Nicaragua meilleur. Les années ont passé... toutes et tous sont restés fidèles à leurs idéaux. Les yeux humides, Moffo se penche sur les tombes des 17 martyrs:

- Je les connaissais tous...

L'émotion est la même à quelques jours de distance, dans le cimetière de Matagalpa, où repose Yvan. Aux anciens brigadistes se sont joints des membres de l'association Maurice Demierre, des délégations venues de Bienne, de Delémont, de Savigny, qui continuent à entretenir des liens fraternels avec des communautés d'ici, et des centaines de Nicaraguayens. Les chansons se succèdent, puis les prises de parole, rendant hommage aux 50'000 femmes et hommes tombés sous les coups de la Contra. Un représentant sandiniste affirme:

- Ils ont tué des humains... mais on ne tue pas le rêve, on ne tue pas les idées!

Puis il salue l'action des internationalistes, et cite l'un des 9 commandants de la révolution, le poète Tomas Borge:

- La solidarité est la tendresse des peuples...

Le soleil descend derrière les montagnes, sur un Nicaragua qui espère, qui aspire à la paix, et où l'on vit désormais en sécurité. Comme Moffo l'autre jour, j'ai des larmes plein les yeux.

# Renforcer l'AVS, augmenter les rentes, dire oui à AVSplus

◆ L'initiative AVSplus propose une augmentation de 10% des rentes AVS, qui sont endiguées depuis 1975 et dont les cotisations n'ont pas augmenté depuis lors. En pleines menaces de démantèlement et de discussion aux Chambres sur les retraites, la votation populaire aura lieu le 25 septembre.

L'initiative AVSplus fut lancée en 2012 et obtint d'emblée toutes les signatures nécessaires. La population suisse a toujours fait confiance à son exemplaire premier pilier créé courageusement à la sortie de la guerre et qui subit actuellement des menaces comme toutes les assurances sociales. Le débat sur l'initiative au Conseil national le 16 décembre 2015 fut très dur: « Il n'y a pas de pauvreté en Suisse, affirma sans émoi le conseiller national UDC Sébastien Frehner de Bâle: « les gens sont logés, ils sont à l'abri de la faim, ils ont une assurance maladie obligatoire et ils sont au chaud en hiver ».

## Un rentier AVS sur huit est pauvre

Pourtant la Suisse connaît bel et bien un des taux de pauvreté les plus élevés des retraités des pays de l'OCDE, un rentier AVS sur huit est bel et bien pauvre et l'AVS est indispensable à 80% des retraités. On ne peut pas faire comme si l'on ne savait pas que dans notre pays, 330'000 rentiers AVS AI, dont des couples, doivent demander des rentes complémentaires (PC) afin de pouvoir simplement couvrir leurs besoins vitaux. Sans compter que 38% des femmes à la retraite et 19% des hommes ne reçoivent que leur rente AVS, sans un deuxième pilier. Comment vivre avec une rente AVS minimale de 1175 francs, maximale de 2345 francs ou de 3'525 pour un couple? Pourtant l'art 112 al 2 lit b de la Constitution fédérale parle de la couverture des besoins vitaux par l'AVS...

Il faut savoir que les disciples de la capitalisation sont parvenus à imposer que les rentes AVS soient endiguées depuis plus de 40 ans, soit dès 1975, moment de la création du deuxième pilier, considéré comme le nec plus ultra. A cette époque, la moitié de la rente maximale AVS permettait de payer le loyer et les primes d'assurance maladie. Or, depuis lors, les rentes

AVS ont clairement pris du retard par rapport aux salaires. Les pingres adaptations au coût de la vie calculées tous les deux ans – l'an dernier entre 5 et 10 francs - ne sont pas des augmentations. Au mois de juillet, le Conseil fédéral a même décidé qu'il n'y aurait aucune adaptation durant deux ans, malgré l'augmentation des primes maladie et des loyers, qui tous deux engloutissent plus des deux tiers de la rente maximale.

◆  
**l'AVS ne fait pas l'objet de spéculation ce qui en fait la prévoyance vieillesse la plus sûre.**

Au moment où la fragilisation du deuxième pilier n'a jamais été aussi évidente, les menaces contre les retraites se font de plus en plus vives. Certains « laboratoires d'idées » proposent la suppression de l'AVS ou la pure et simple diminution des rentes. Le projet du Conseil fédéral PR 2020 propose clairement une baisse des rentes du deuxième pilier par la diminution drastique du taux de conversion de 6,8 à 6, mesure pourtant balayée par les ¾ des votants en 2010. La commission du Conseil des Etats tente à son tour un équilibre proche de l'alignement de noix sur un bâton. L'AVS deviendrait une sorte de roue de secours du deuxième pilier, avec une aumône de 70 francs par mois pour les seuls nouveaux retraités. Et l'augmentation de l'âge de la retraite à 67 voire à 70 ans se profile comme jamais.

## L'AVS un système sûr et bon marché

Or, le système de l'AVS par répartition

est sûr et bon marché, ce qui irrite fort les assureurs vie et les partisans de la seule responsabilité individuelle. Les cotisations payées durant l'année paient les rentes de l'année suivante. La Confédération participe pour 19,5% aux coûts de l'AVS, grâce essentiellement aux revenus sur l'alcool et le tabac. Ce système solidaire, simple et transparent a permis à l'AVS de faire face aux crises et aux aléas économiques. S'il y a 20 ans, on comptait 4 millions de travailleurs, ils sont 5 millions aujourd'hui. Les primes de l'AVS n'ont pas évolué depuis plus d'une génération (4,2% paritairément, employé employeur). La légère diminution de rendement l'an dernier fut compensée sans problème par les milliards du Fonds AVS, qui se porte à merveille au point d'avoir pu prêter 15 milliards à l'AI.

Voilà pourquoi l'initiative AVSplus tombe à pic en proposant une augmentation de 10% des rentes. Parce que l'AVS ne fait pas l'objet de spéculation, ce qui en fait la prévoyance vieillesse la plus sûre. Parce que l'AVS présente un rapport coût/prestations imbattable. Parce que le 2ème pilier est fragilisé et que ses rentes baissent constamment. Parce que c'est le chemin pour appliquer la Constitution fédérale qui évoque la couverture des besoins vitaux par l'AVS. Parce que les jeunes doivent pouvoir compter sur des rentes AVS solides au moment de leur retraite. Parce que les femmes en profiteront car elles ont actuellement un sérieux problème avec le niveau de leurs rentes.

Ne nous laissons pas berner, votons et faisons voter AVS plus le 25 septembre.

**Christiane Jaquet**  
 15 août 2016

*Celle-ci précise à son article 112, al 2 litt b que les rentes AVS sont sensées couvrir les besoins vitaux.*

# Changeons le système, pas le climat



Le 25 septembre, les Suisses sont appelés à se prononcer sur l'initiative pour une économie verte. C'est une opportunité de choisir une économie respectueuse de l'environnement, plutôt qu'une opportunité basée sur du profit maximal pour un petit groupe de privilégiés. Il est donc important de la soutenir en votant OUI.

L'initiative "pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources", dite économie verte vise à ce que la Suisse, extrapolée à la population mondiale, ne consomme pas plus qu'une planète d'ici 2050. Actuellement elle est à trois planètes, ce qui signifie qu'elle épuise la terre. L'initiative demande à ce que la Confédération planifie des objectifs et fasse des bilans réguliers pour arriver à ce but final. Elle offre aussi des outils, comme par exemple des mesures fiscales.

Le POP appelle à voter OUI à cette initiative. En effet, il y a urgence à agir dans ce domaine, car si on continue avec la situation actuelle, de grandes catastrophes naturelles arriveront. Cette initiative est un réel bon sens, car il n'est pas possible sur le long terme de consommer plus que ce que la nature peut offrir. Elle a aussi le mérite de changer la politique environnementale actuelle. Cette dernière a décidé de mettre la responsabilité de la pollution sur l'individu et propose donc comme seule solution de le taxer. Cela part d'un mauvais constat, car ce ne sont pas les individus qui sont responsables, mais bien le système. Ce dernier est basé sur le profit à tout prix, ce qui implique que si polluer est rentable, l'entreprise le fera. Donc pour de véritables mesures,

nous devons imposer des règles contraignantes aux entreprises afin de limiter l'émission de CO2. Nous savons que laisser le marché régler le problème ne fonctionnera jamais. Pour cette raison, le slogan « changeons le système, pas le climat » résume bien la situation. Si on ne décide pas de stopper le profit à tout prix, on en paiera tous les conséquences.

Cette initiative a le mérite de donner un signal clair, mais laisse au parlement le soin de choisir les mesures. Nous pouvons constater qu'il n'est pas prêt à remettre en cause le système. Pour cela, il est important de voter oui, mais il est aussi primordial de continuer le combat pour que notre volonté soit appliquée. On sait que les lobbys industriels sont très forts au parlement, à nous de montrer qu'il faut penser à l'humain avant tout, et non aux profits d'une minorité d'actionnaires.

Un des autres points oubliés par l'initiative, c'est de pouvoir contrôler démocratiquement le secteur de l'énergie. Actuellement, la Suisse veut continuer dans sa libéralisation de l'électricité. Alors que cette politique est justement responsable des problèmes environnementaux, on décide d'aller encore plus dans cette mauvaise direction. Il est important d'exiger la collectivisation du

Il n'est pas possible sur le long terme de consommer plus que ce que la nature peut offrir.

secteur de l'énergie pour que la Confédération puisse le planifier de manière écologique en tenant compte de nos besoins.

En conclusion, cette initiative donne de bonnes réponses aux problèmes environnementaux, elle mérite donc notre total soutien. Mais il ne faut pas s'arrêter là, car elle laisse trop de marges au Parlement pour lui faire perdre son sens. Le combat pour une économie respectueuse de l'environnement ne s'arrêtera pas de sitôt. Mais il est important de le mener afin de garantir une planète agréable à vivre pour nous et les futures générations.

**Jordan Willemin**  
Les Jeunes POP

**POP & GAUCHE EN MOUVEMENT**

Ce journal est gratuit, vous pouvez toutefois nous soutenir et nous aider à faire avancer vos idées en vous abonnant.

Abonnement annuel: 25Frs  
Abonnement de soutien: 40Frs

CCP Résistance:  
10-769952-7POP & GM, pl. Chauderon 5,  
1003 Lausanne

## Adhésion

- J'aimerais adhérer au POP
- J'aimerais m'abonner à Résistance
- J'aimerais abonner un-e ami-e à Résistance

Nom:

Prénom:

Adresse:

N° tél.:

Adresse e-mail:

Signature: .....

A renvoyer à l'adresse suivante:

POP vaudois & Gauche en mouvement, Chauderon 5, 1003 Lausanne

# Constitution de la coalition Stop-TISA Vaud Pour une Suisse Hors-TISA\*



◆ Dans le plus grand secret, des négociations, menées pour la Confédération par M. l'ambassadeur Remigi Winzap, se déroulent depuis 2012 à Genève, en vue de signer fin 2016 le traité de libre-échange TISA. Y participent 51 Etats-membres de l'OMC, dont la Suisse, les USA et les 27 pays de l'UE. Des fuites rendues publiques par WikiLeaks ont permis de mesurer l'étendue du bouleversement qui s'ensuivrait pour les services publics. Après le lancement d'une coalition nationale contre TISA, un comité vaudois s'est créé et organise une semaine d'actions en septembre.

TISA en quelques mots :

- Privatisation de la quasi intégralité des services publics. La liberté du profit serait sans entraves pour les multinationales, face à des États renonçant à tout rôle régulateur.
- Après conclusion du traité, aucun nouveau service public ne pourrait être créé. De même, il y aurait impossibilité totale de faire marche arrière.
- L'agriculture serait menacée, les normes sociales et environnementales balayées.
- Des tribunaux d'arbitrage privés permettraient aux multinationales d'attaquer les États.
- TISA : une dictature économique, en réalité une dictature tout court. **Le fait que l'économie passe avant la politique est incompatible avec la démocratie.**

Elle incite les villes et communes ainsi que les cantons à se déclarer **Zone Hors TISA**. Genève (Ville et Canton), Lausanne, Zurich, Renens, Sainte-Croix, Puplinge, Plan-les-Ouates, Meyrin, Carouge et d'autres l'ont déjà fait.

La coalition mettra sur pied plusieurs **actions Suisse Hors TISA du 24 septembre au 1<sup>er</sup> octobre** à Lausanne et Renens, notamment : une conférence le 27 septembre avec la participation de Stéphan Giger du SSP ; un procès public intenté par une multinationale contre la Ville de Lausanne ; des actions de rue ; des interventions radio, etc.

## Au niveau suisse

Le 21 juin dernier, l'**Alliance contre TTIP\*, TISA & Co**, formée par Greenpeace, l'ATE, alliancesud, Digitale Gesellschaft, SSP, Les Verts, le PS et les jeunesses socialistes, a dénoncé les dangers que les accords de libre-échange actuellement négociés représenteraient pour la Suisse. Leurs conséquences menaceraient clairement la démocratie. Par conséquent, une lettre ouverte au Président de la Confédération et Ministre de l'économie Johann Schneider-Ammann peut être signée sur leur site *Stopper la dictature des multinationales*. Elle exige que **les contenus exacts des accords TISA et TTIP soient publiés et que les résultats des négociations ainsi que les accords conclus soient soumis au référendum populaire.**

**Le 8 octobre aura lieu à Berne une manifestation anti-TISA** à laquelle la coalition vaudoise invite aussi à participer.

Compte tenu du secret qui règne autour de ces négociations, les lecteurs du journal *Résistance* pourraient avoir un rôle à jouer dans la diffusion des informations sur les accords de libre-échange TISA, TAFTA, CETA & Co.

**Pour Acidus, Nicole Matthey K. et Andrea Egli**

\*TISA : Trade in Services Agreement (ou ACS : Accord sur le commerce des services)

\*TTIP (TAFTA) : Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, aussi connu en tant que Traité de libre-échange transatlantique, en cours de négociation entre l'Union européenne et les États-Unis.

\*CETA : Comprehensive Economic and Trade Agreement, ou AECG : Accord économique et commercial global, traité établi entre le Canada et l'Union européenne le 18 octobre 2013.

\*Acidus, Association citoyenne pour la défense des usagers du service public

◆ Étant donné la nature de cet accord et les nombreux pièges et dangers qu'il recèle, la Suisse doit se retirer des négociations sur TISA. En effet, il est scandaleux que nos autorités s'appêtent, sans nous consulter et dans le plus grand secret, à signer un accord qui livrerait services publics et citoyens aux mains des multinationales. On peut qualifier des tels bouleversements, imposés au peuple suisse sans passer par des votations, comme anticonstitutionnels.

## Stop-TISA Vaud

C'est pourquoi **Acidus\*** a invité les partis, syndicats et associations vaudois à créer la coalition **Stop-TISA Vaud**. Cette coalition pour une Suisse Hors TISA est composée d'Attac, du POP, des Verts, du PS, de SolidaritéS, des jeunesses populistes, socialistes et vertes, du SSP, du SEV, de l'USV, d'UNIA, de SUD.

# Interview: Christophe Grand, nouveau secrétaire cantonal du POP Vaud



## Parle nous de ton parcours (enfance formation parcours politique)

J'ai grandi à la montagne à 1500 mètres d'altitude. J'ai une formation de photographe que j'ai terminée l'année dernière. Au niveau politique, je viens d'une famille non politisée.

## Pourquoi as-tu choisi le POP?

A la base je viens de la classe moyenne populaire, mais quand mon père est décédé j'avais 9 ans, à partir de ce moment-là ma maman a dû m'élever seule et nous sommes passés dans la classe modeste. Je l'ai vue trimer, cumuler différents travaux avec des fins de mois difficiles, et j'ai vite pris conscience des injustices sociales que nous vivions, ce qui à long terme a contribué à mon engagement au POP et à une certaine révolte qui s'est forgée en moi. Et puis soyons clairs le POP est le

seul parti, à gauche comme à droite, à défendre réellement les classes populaires et modestes, tout en pointant du doigt les dérives suicidaires du capitalisme.

## Les thèmes qui te tiennent à cœur?

La justice sociale, l'égalité des chances, la défense des assurances sociales. C'est se battre pour que l'ascenseur social marche enfin ! Là notre parti a un rôle fondamental à jouer, surtout quand d'autres partis de « gauche » ne défendent plus les plus précaires et les classes populaires. Entendre Pierre-Yves Maillard (PS) dire qu'à l'aide sociale certains ont des revenus trop élevés, alors que nous savons que ces personnes ne touchent même pas le minimum vital inscrit dans la Constitution, c'est une réflexion indigne d'une personnalité dite de « gauche. » Malheureusement, avec la politique d'austérité

proposée en Suisse, les classes moyennes vont aussi être amenées à se précariser.

Le thème des travailleurs, nous savons que la Suisse est un pays qui favorise les patrons, les multinationales, les milieux économiques mais pas les travailleurs dont les conditions de travail se détériorent de plus en plus, sans parler du salaire et des working poors qui n'arrivent pas à vivre décemment de leur travail.

Comme dit précédemment, j'ai eu la chance de grandir à la montagne donc un rapport avec la nature très important. J'aurais pu adhérer aux verts, leurs idées sont dans une certaine mesure, intéressantes... Mais comme le disait André Gorz, philosophe français qui a beaucoup thématiser sur l'écologie mais en partant de textes marxistes, « la seule écologie valable c'est une écologie anticapitaliste. » C'est pourquoi un parti de gauche radi-

cale comme le nôtre, doit défendre l'écologie et l'allier à notre programme anticapitaliste, c'est ce que fait Mélenchon.

J'aurais aussi pu parler des services publics, de la cause LGBT, du droit d'asile ou de mon antimilitarisme.

### Tes projets pour le POP?

Le POP doit se renforcer dans les régions périphériques comme dans ma région du Chablais et créer des nouvelles sections comme à la Vallée de Joux ou sur la Riviera. Ensuite, on doit continuer à défendre les personnes modestes et populaires, les impliquer dans nos démarches politiques, c'est le seul moyen de renverser la vapeur. Ces personnes se sentent souvent rabaisées car pointées du doigt, « c'est elles qui vident les caisses de l'Etat

à l'aide sociale et au chômage etc... », c'est le discours qu'on entend trop souvent or, ces personnes elles existent, elles doivent être entendues, et c'est un devoir fondamental pour le POP que de relayer leurs revendications et les inciter à s'engager dans des combats politiques. On doit aussi expliquer que les classes modestes, ouvrières ou les retraités qui votent UDC, c'est un non-sens total puisque ce parti est anti-pauvres et anti-classe populaire, il suffit de lire leur programme économique qui est un soutien au néolibéralisme et de voir ce qu'ils défendent réellement lors des débats à Berne, pour se rendre compte de leur double discours électoraliste. Pour cela nous devons nous réapproprier la rue par des actions politiques, distribution de tracts etc...

### Tes ambitions politiques?

Je suis secrétaire cantonal du POP c'est déjà une petite victoire en soi. Après, je souhaite être élu au Grand conseil. Du fait que je viens d'un milieu modeste, je pense pouvoir apporter un autre regard. Or, j'ai le sentiment que les parlements sont souvent peuplés de gens coupés de la réalité de la vie et à mille lieues du petit peuple. La politique institutionnelle pour moi n'est pas forcément un but en soi, si je ne suis pas élu ce n'est pas si grave. Pour ma part, je défends avant tout des convictions et je ne suis pas très ami avec les calculs politiques.

*Propos recueillis  
par Céline Misiego*

## Donner plus de pouvoir aux services de renseignement?

Décrédibilisé par le scandale des fiches à la fin des années 80, le renseignement suisse souhaite aujourd'hui avoir plus de moyens à sa disposition. Le peuple se prononcera le 25 septembre.

Certains sont trop jeunes pour l'avoir vécu mais beaucoup s'en souviennent très bien. En novembre 1989, la Commission d'enquête parlementaire sur le Département fédéral de justice et police révélait dans un rapport que 900'000 personnes et organisations étaient fichées par la police fédérale. De nombreux réfugiés politiques figuraient sur la liste, tout comme de nombreux militants du Parti suisse du Travail – POP et d'autres partis de gauche ou syndicats.

Au fil des ans, le choc du «scandale des fiches» s'est atténué, au point qu'en 1998, la population et les cantons rejetaient l'initiative «Pour une Suisse sans police fouineuse». Le 1er juillet 1998, la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI) entrainé en vigueur, offrant pour la première fois au «Service d'analyse et de prévention» (SAP) une base légale. Le 1er janvier 2010, le SAP (intérieur) et le «Service de renseignement stratégique» (SRS – étranger) fusionnaient pour former le service de renseignement de la Confédération (SRC). En 2012, d'après les chiffres officiels, le nombre de personnes fichées était de 60'000.

### Chevaux de Troie dans les systèmes informatiques

Actuellement, le SRC dispose de tous les moyens nécessaires pour mener à bien ses missions: enquêter sur les activités terroristes, sur la criminalité organisée et sur les actes préparatoires en vue de tels crimes. Observations dans le domaine public, engagement d'espions à temps plein ou partiel, consultation libre de toute sorte de registres et bases de données: les pouvoirs du renseignement sont déjà bien vastes. Pourtant, à sa session d'au-

tomne dernier, le Parlement a adopté une nouvelle loi sur le renseignement, qui les étend encore passablement.

Le SRC devrait ainsi pouvoir surveiller les communications de manière élargie (écoutes téléphoniques, lectures des courriels et des courriers) et observer des faits dans des lieux privés, notamment en posant des micros, y compris dans des logements privés. De plus, il devrait lui être possible de perquisitionner secrètement des systèmes informatiques et d'y installer des chevaux de Troie. En d'autres termes: à l'avenir, les services de renseignement pourraient pénétrer dans la sphère privée des citoyens, et ce, en l'absence de délit suspecté. Et s'il est vrai qu'un juge du Tribunal fédéral administratif devrait donner son approbation à de telles mesures, il ne disposera pour ce faire que de la version donnée par le SRC.

### Ne pas oublier le passé

Opposés à ces nouveaux empiètements sur la sphère privée, une «alliance contre l'Etat fouineur» a lancé le référendum et le peuple sera appelé à se prononcer le 25 septembre. Alors que selon le ministre de la défense Guy Parmelin, «il ne s'agira pas d'une surveillance de masse, mais d'opérations ciblées limitées à une dizaine par an», les opposants relèvent au contraire que ni le Conseiller fédéral ni la nouvelle loi ne donnent de garanties permettant de confirmer une quelconque limitation du nombre de cas qui pourraient être touchés par ces mesures. Au contraire, nous pourrions tous être potentiellement visés par l'espionnage et la surveillance de l'Etat.

*Amanda Ioset*



Entrée libre  
**La FOURMI  
ROUGE**  
en fête!

**Renens**  
9 et 10 Septembre  
Place du Marché

Vendredi 9 dès 18h

20h **Trio Napolitano-  
brésilo-turc** Musique du Sud

**Human Vibes Projects** Acrobates et cracheurs de feu

Samedi 10 dès 9h

10h **Association Palimé** Danse et musique africaine

Dès 14h **Tournoi de Jass**

18h30 **Flamenco** Académie de danse flamenco

19h **Kud Vez** Danse folklorique serbe

20h **Palenque  
la Papayera** Fanfare colombienne

Tombola, bar, cuisines  
savoureuses et variées,  
spécialités serbes



Cette année, Le Comité de section a mis les petits plats dans les grands! Et pour cause, La Guinguette 2016 se transforme en fête nationale du POP/PST.

Nous aurons ainsi, la visite de nos camarades des autres sections. La section lausannoise a donc redoublé d'effort pour préparer une Guinguette digne de ce nom! Elle se déroulera sur 2 jours, les 16 et 17 septembre.

Le 16 septembre, 3 concerts vous attendent (Inan, Modena City Ramblers et DJ Pravda).

Quant au programme du samedi 17 septembre, il se déroulera de la manière suivante: 10h45 Balade dans les quartiers historiques de la ville Lausanne Ouvrière départ depuis La Place de la Cathédrale pour une balade commentée dans les quartiers ouvriers de la ville (sur inscription). 12h30 Papet vaudois et autres victuailles. 14h -16h Village Alternatif: les sections de notre parti et diverses associations présenteront leur engagement et auront raison l'occasion de se présenter. Dès 17h, concerts: Leonello Zaquini, Louis Jucker, les Françaises et la Bande à Joe mettront le feu à la soirée!

## Michel Buenzod: L'homme engagé, l'écrivain de Pierre Jeanneret



Pierre Jeanneret **Michel Buenzod**  
L'homme engagé,  
l'écrivain

L'Aire

Michel Buenzod est né à Paris en 1919. Très marqué par les prémisses du Front populaire, il fut après son établissement en Suisse un militant communiste convaincu. Que l'on partage ou non ses convictions politiques, il faut saluer la force de son engagement. Très actif dans le POP vaudois et dans la presse du parti, il fut également l'un des animateurs du Mouvement suisse contre l'armement atomique. Homme de plume, il participa à plusieurs revues, dont *Contacts*. Il consacra aussi beaucoup d'énergie à l'Association vaudoise de parents de personnes handicapées mentales.

Ecrivain de talent, il a écrit de nombreuses pièces de théâtre, dont plusieurs furent jouées sur les planches, comme *Une révolution en été*, ou présentées dans le cadre du théâtre radiophonique. Il est l'auteur de romans, dont *La fabrique du corps*, qui est l'histoire romancée de Vésale, le célèbre anatomiste de la Renaissance (Prix des auditeurs de la RSR 1991). Pour tous ceux qui ont eu la chance de le côtoyer, Michel Buenzod, décédé en 2012, restera un homme de convictions profondes, d'amitié et de chaleur humaine.

Pierre Jeanneret lui a consacré une biographie, *Michel Buenzod. L'homme engagé, l'écrivain*, parue aux Ed. de L'aire en 2016 (174 p., ill.)

**Pour commander:**

POP & Gauche en mouvement, librairie populaire

Pl. Chauderon 5, 1004 Lausanne

Ou [info@popvaud.ch](mailto:info@popvaud.ch)

### IMPRESSUM

Mensuel du POP vaudois & Gauche en mouvement

Rédaction : Chauderon 5, 1003 Lausanne / Téléphone : 021 312 06 76

Fax : 021 312 06 97 / E-mail : [info@popvaud.ch](mailto:info@popvaud.ch)

Responsable : Céline Misiego / Tirage : 10 000 exemplaires / CCP

Résistance : 10-769952-7

Abonnement annuel : 25 Frs / Abonnement de soutien : 40 Frs

Comité de rédaction : Michel Buhler, Andrea Egli, Amanda Ioset, Christiane Jaquet Berger, David Payot, Jordan Willemin

Ont collaboré: Megan Hefti, Monique Misiego, Marina Rivero